



LETTRE D'INFORMATION DES DIRECTEURS – N°89 du 30 Juin 2008

1 – NOUVELLE DE LA FEDERATION DES DIRECTEURS

Prochaine réunion du Comité Directeur sous la Présidence de Jacques MAYOUX le 23 Septembre à Cannes lors du Congrès de l'U.S.H.

2 - NOUVELLES DES ASSOCIATIONS REGIONALES

L'Assemblée Générale de **l'Association des Directeurs d'O.P.H. de l'Ouest** s'est réunie à RENNES le vendredi 13 juin sous la présidence de Jean-Luc FONTAINE avec 40 participants.

Les décrets d'application du statut d'O.P.H. et les questions d'actualité étaient les 2 points à l'ordre du jour après les questions intéressant le fonctionnement de l'association.

La vie de l'association

Election, à l'unanimité, au bureau de Bernard GRAVOUIL, directeur général de l'OPH du Maine et Loire

Accueil de 5 nouveaux membres :

Fabienne DELCAMBRE, D.G. Le Mans Habitat

Roger DECOBERT, D.G. Silène (St Nazaire)

Christophe BOUSCAUD, D.G. Orne Habitat

Jean LEBRETON, DGA de Nantes Habitat

Thierry KUHN, DGA de Lorient Habitat.

Georges BELLOUR, précédemment directeur d'Hennebont Habitat, est devenu D.G. de Cabri Habitat, office de la communauté d'agglomération de St Brieuc.

Les décrets d'O.P.H.

Bernard MARETTE a commenté le décret dit « Gouvernance », légèrement remanié après son passage en conseil d'Etat et actuellement en signature interministérielle avant publication prochaine.

Il a aussi présenté le décret dit « supplétif » sur les personnels et constaté le peu d'avancement du décret sur le statut des directeurs généraux d'O.P.H.

Alain LAMPSON a ensuite apporté un éclairage en duo avec le D.R.H. de Lorient Habitat sur une démarche mutualisée d'accompagnement par un prestataire extérieur des Offices du Morbihan pour la transformation en O.P.H.

Hervé GUERIN a indiqué les modalités du parrainage entre son OPAC (Angers Habitat) et l'OPDHLM de la Vendée dirigé par Françoise DOTEAU.

Les questions d'actualité

Le livret A ouvert à tout le réseau bancaire et une collecte moins centralisée à la C.D.C., les attaques contre l'habitat social dont la presse se fait l'écho, le conventionnement global rebaptisé (?) convention d'utilité sociale, l'ouverture du PLUS à d'autres partenaires que les bailleurs sociaux, ont fait l'objet d'échanges.

Prochaine rencontre les 10 et 11 octobre prochains à ROUEN à l'invitation d'HABITAT 76 avec un thème principal : ***Quelle politique de l'Habitat social dans le contexte du Grenelle de l'environnement ?***

3 – LES TEXTES PARUS

Loi n°2008-582 du 20 Juin 2008 renforçant les mesures de **prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux.**

Fixation de nouvelles modalités pour la garde des chiens dangereux et notamment l'imposition à son propriétaire de suivre une formation et d'obtenir une attestation d'aptitude.

Décret n°2008-566 du 18 Juin 2008 relatif à **l'administration des offices publics de l'habitat.** Ce texte très attendu donne les précisions sur les activités des Offices dans le cadre de leur objet social, indique le nombre des membres des Conseils d'administration déterminé par les Collectivités de rattachement (23 ou 27 ou 17 pour les moins de 2000 logements), précise les conditions d'élection du Président, la composition du Bureau et des Commissions, fixe les attributions respectives des organes dirigeants.....et renvoie à plus tard tout ce qui concerne le statut du Directeur Général....

4 – LES PROJETS QUI BOUGENT

LE PLAN ESPOIR BANLIEUES est lancé. A l'issue du Comité Interministériel des Villes du 20 juin, chaque Ministère a présenté un programme triennal à destination des quartiers.



Ce programme comprend des mesures à appliquer pour améliorer la vie et plus particulièrement des actions permettant d'avancer sur des problématiques liées au désenclavement et au logement dans 215 quartiers.

La Ministre du Logement a déclaré à cette occasion qu'elle souhaitait la réintroduction des gardiens dans tous les immeubles afin de créer du lien social. Elle a également souligné qu'elle allait faire prochainement des propositions innovantes en ce qui concerne la mobilité résidentielle en particulier dans le parc social des banlieues « il faut que les personnes qui habitent dans les quartiers puissent accéder à la propriété et qu'on puisse leur proposer un autre logement à l'extérieur de leur quartier... »

LE GRENELLE DE L'ENVIRONNEMENT a été présenté en Conseil des Ministres le 12 Juin.

Un des principaux engagements vise l'efficacité énergétique des bâtiments avec l'objectif de **réduire les consommations de 38 % d'ici 2020**. A noter que l'U.S.H. face au recul de l'Etat sur la garantie de financement du programme sur le parc existant a suggéré :

- de continuer à demander la garantie de financement PALULOS pour le programme des 800.000 logements.
- de privilégier la qualité des opérations à la quantité.
- de suivre de façon précise les premières opérations pour vérifier la pertinence des solutions techniques mises en œuvre.

Avec la loi de **MODERNISATION DE L'ECONOMIE**, le **livret A** sera distribué par tout établissement bancaire et 70 % des fonds (contre 100 % actuellement) seront centralisés auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

5 - C'EST DANS L'AIR

Le **MEDEF souhaite une « délibération sociale » sur le 1 % logement.**

Le souhait est de parvenir à une position commune avec les partenaires sociaux sur ce système d'aide au logement des salariés du secteur privé, à la mi-juillet.

LA POLITIQUE DE COHESION DE L'UNION EUROPEENNE recentrée sur la compétitivité et la cohésion sociale.

C'est ce qui ressort d'une Commission le 14 Mai qui venait conclure les négociations sur les fonds alloués au titre de la politique de cohésion pour **2007-2013**.

A noter que les programmes européens en matière de cohésion visent à réduire les disparités entre les pays en termes de niveaux de vie. Parmi les 455 programmes de la période 2007-2013, 94 % sont d'ores et déjà mis en place.

La répression des fraudes (D.G.C.C.R.F.) relève un **certain nombre de manquements dans la maintenance des portes automatiques de garage**.

Des écarts souvent mineurs mais qui doivent être rectifiés.

Dans le cadre de la **REFORME DE LA FISCALITE**, les services de l'Etat et les associations d'élus semblent partager l'idée de donner davantage de pouvoir aux élus pour **réviser les valeurs locatives**, notamment grâce à une autonomie accrue des commissions communales des impôts locaux.

6 - LU POUR VOUS

Selon une enquête récente de l'INSEE les familles monoparentales sont de plus en plus nombreuses dans le paysage français (1,76 million en 2005). Elles sont confrontées à deux problèmes majeurs : l'emploi et le logement. Pour ce dernier 28 % des mères vivant seules sont propriétaires. Les familles monoparentales qui cohabitent, cumulent les difficultés puisqu'elles sont souvent en situation professionnelle précaire.

Pour la Fondation Abbé Pierre le droit au logement opposable (D.A.L.O.) restera un droit virtuel si l'on n'apporte pas de soutien à la construction et à la réhabilitation de logements par le secteur associatif.

7 - BREVE

Le **pétrole** vole de record en record en franchissant les **142 \$ le 27 Juin**.